

<https://divergences.be/spip.php?article4305>



Les réfractaires à l'armée israélienne défient le durcissement des réactions pour protester contre le génocide

Date de mise en ligne : lundi 8 septembre 2025

- Aujourd'hui - 2025 - octobre 2025 - Israël-Palestine -

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [+972 Magazine](#)

Face à des peines de prison plus longues et à une hostilité publique accrue, une nouvelle cohorte d'objecteurs de conscience insiste sur le fait que le refus est à la fois un devoir moral et un acte d'espoir. 8septembre 2025

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/2g5a8491-1200x802-3b7d6.jpg>]

De jeunes Israéliens brûlent leur avis de recrutement en signe de protestation contre le génocide à Gaza, à Tel Aviv, le 15 juillet 2025. (Oren Ziv)

À la mi-juillet, quelques dizaines de jeunes activistes juifs israéliens ont défilé dans les rues de Tel-Aviv pour protester contre le génocide en cours à Gaza. La manifestation s'est terminée sur la place Habima, au centre de la ville, où dix participants qui avaient reçu des avis d'incorporation dans l'armée les ont incendiés et ont déclaré publiquement leur refus de s'enrôler.

Cet acte a suscité un tollé sur les réseaux sociaux israéliens, déclenchant une vague de messages privés - certains de soutien, d'autres hostiles - ainsi que des appels à l'incitation lancés par des pages de droite.

"Les gens me contactaient tous les jours après que nous ayons brûlé les affiches", a déclaré Yona Roseman, 19 ans, l'une des participantes, lors d'un entretien avec +972. "Je ne sais pas si cela peut suffire à faire changer les choses, mais même un soldat de moins qui participe au génocide est un pas positif.

Roseman est l'un des sept jeunes Israéliens emprisonnés en août pour avoir refusé de faire leur service militaire en signe de protestation contre le génocide et la violence sexuelle et l'occupation israéliens.

Selon le réseau d'objecteurs de conscience Mesarvot, il s'agit du plus grand nombre emprisonné simultanément depuis que le groupe a commencé à opérer en 2016. Leurs peines vont de 20 à 45 jours, après quoi ils seront probablement convoqués à nouveau, purgeant plusieurs autres peines de prison avant d'être officiellement libérés.

Au total, 17 jeunes Israéliens ont été emprisonnés pour refus depuis le début de la guerre. Le premier d'entre eux, Tal Mitnick, a été emprisonné pendant 185 jours. Un autre, Itamar Greenberg, a été détenu pendant près de 200 jours, ce qui constitue la plus longue peine infligée à un objecteur de conscience depuis plus de dix ans. Selon Mesarvot, l'armée semble avoir abandonné sa politique antérieure qui consistait à libérer les objecteurs au bout de 120 jours, faisant des peines d'emprisonnement prolongées la nouvelle norme.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/448a3964-02d77.jpg>]

Un contre-manifestant affronte les partisans d'Ayana Gerstmann et de Yuval Peleg, qui ont refusé de s'enrôler, le jour de leur emprisonnement, le 31 juillet 2025. (Oren Ziv)

Alors que l'objection de conscience pure et simple reste rare dans la société israélienne, l'attaque d'Israël contre Gaza a déclenché une vague de refus plus large parmi les réservistes. Plus de 300 d'entre eux ont demandé le soutien du mouvement de refus Yesh Gvul ("Il y a une limite" en hébreu), la plupart d'entre eux ayant été appelés à servir à Gaza.

"Ce qui caractérise cette vague [de refus], contrairement à la première guerre du Liban et aux [première et deuxième] Intifadas, c'est qu'à l'époque, il y avait des refus sélectifs - ceux qui refusaient d'aller au Liban ou en

Cisjordanie", explique Ishay Menuchin, président de Yesh Gvul. "Aujourd'hui, ce sont des réfractaires qui, pour la plupart, ne veulent pas du tout servir dans l'armée.

Contrairement à ce qui se passe avec les objecteurs de conscience avant l'enrôlement, l'armée choisit généralement de libérer rapidement les réservistes qui refusent de s'enrôler ou de prendre d'autres dispositions. Sur les 300 réservistes soutenus par Yesh Gvul, seuls quatre ont été jugés.

La décision de refuser est beaucoup plus simple aujourd'hui

Le 17 août, le jour où Roseman a annoncé son refus, environ 150 manifestants se sont rassemblés devant le bureau de recrutement de Haïfa, sa ville natale. Roseman, qui avait elle-même été arrêtée à six reprises lors de manifestations organisées par les Palestiniens à Haïfa, a vu la police déclarer rapidement la manifestation illégale et, comme elle le fait régulièrement lors des rassemblements anti-guerre organisés par les Palestiniens à Haïfa, arrêter violemment dix personnes.

"La véritable reconnaissance de l'ampleur de la destruction que notre État sème, de la souffrance qu'il inflige à ses sujets, exige que l'on agisse en conséquence", a-t-elle déclaré à la foule avant que la manifestation ne soit interrompue. "Si vous voyez l'ampleur des atrocités et que vous vous considérez comme des personnes morales, vous ne pouvez pas continuer à faire comme si de rien n'était, malgré le coût, qu'il soit social ou juridique.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/2g5a9351-ded37.jpg>]

Yona Roseman, 19 ans, le jour où elle a déclaré son refus de s'enrôler dans l'armée israélienne, devant le bureau de recrutement à Haïfa, le 17 août 2025. (Oren Ziv)

Yona Roseman avait décidé de refuser de s'enrôler pour la première fois au début de l'année 2023, alors qu'elle participait aux manifestations hebdomadaires contre la réforme du système judiciaire. À l'époque, elle marchait avec le "bloc anti-occupation", un petit contingent qui insistait pour établir un lien entre la tentative du gouvernement d'affaiblir le système judiciaire et l'occupation continue des territoires palestiniens par Israël - souvent au grand dam des organisateurs de manifestations classiques. Elle a également fait partie des 230 jeunes qui ont signé la lettre "Jeunesse contre la dictature" quelques semaines avant le 7 octobre, s'engageant à "refuser de s'engager dans l'armée jusqu'à ce que la démocratie soit assurée pour tous ceux qui vivent sous la juridiction du gouvernement israélien".

"Je pense que la décision de refuser est beaucoup plus simple aujourd'hui", a déclaré M. Roseman. "Il n'est pas nécessaire de philosopher sur le militarisme et l'obéissance parce qu'il y a un génocide et qu'il est évident qu'on ne s'enrôle pas dans une armée qui commet un génocide.

Déjà très impliquée dans l'activisme conjoint avec les Palestiniens - en assurant une "présence protectrice" dans les communautés palestiniennes rurales de Cisjordanie contre la violence des colons et de l'armée, et en se joignant aux manifestations contre le génocide à Haïfa - Roseman a déclaré que ses relations personnelles avec les activistes palestiniens n'ont fait que renforcer sa décision de refuser. "Si vous voulez être un partenaire des Palestiniens, vous ne pouvez pas rejoindre l'armée qui les tue", a-t-elle déclaré. "Ce sont des gens que vous connaissez, dont les maisons sont démolies ou qui sont tués.

Son travail de solidarité avec les Palestiniens a également mis en évidence les limites des tentatives de réforme du système de l'intérieur. "Il y a eu des moments où un soldat m'a lancé une grenade incapacitante, m'a arrêtée, ou lorsque j'ai vu des soldats démolir des maisons dans lesquelles j'avais dormi, des maisons de camarades activistes palestiniens. Cela change vraiment votre perspective, votre compréhension du fait que ce n'est pas 'mon' armée, que l'armée est contre moi".

En dehors des cercles militants, la décision de Roseman de refuser a eu un coût personnel. "Certains camarades de classe ont coupé les ponts avec moi à cause de cela. J'ai quitté mon programme d'année sabbatique plus tôt que prévu en raison des difficultés liées à mon refus", a-t-elle expliqué. Sa famille, a-t-elle ajouté, "m'a soutenue en tant que fille, mais ce n'est pas une décision qu'elle a soutenue".

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/448a9193-ee383.jpg>]

Yona Roseman, 19 ans, s'adresse à la foule de ses partisans le jour où elle a déclaré son refus de s'enrôler dans l'armée israélienne, devant le bureau de recrutement à Haïfa, le 17 août 2025. (Oren Ziv)

Contrairement à la plupart des refusniks dans les prisons militaires israéliennes, Roseman passe la plupart des heures de la journée à l'isolement. En tant que prisonnière transgenre, elle ne sort que pour de courtes pauses, les dernières de la file, conformément à la politique de l'armée - le même traitement qu'a subi une autre transgenre refusant l'appel sous les drapeaux, Ella Keidar Greenberg, au début de l'année.

"Il est important pour moi de souligner, surtout après avoir été traitée de manière humiliante à la suite de mon arrestation lors de manifestations, que l'attitude de l'État à l'égard des personnes homosexuelles n'est libérale et progressiste que dans certaines conditions", a-t-elle déclaré. "Dès que vous ne répondez pas à la norme nationale, vos droits vous sont retirés.

Nous ne sommes pas arrivés ici par hasard

Le 31 juillet, quelques semaines avant l'emprisonnement de Roseman, deux Israéliens de 18 ans - Ayana Gerstmann et Yuval Peleg - ont été condamnés respectivement à 30 et 20 jours de prison pour avoir refusé de s'enrôler. Gerstmann a depuis été libérée, tandis que Peleg a été condamné à une peine supplémentaire de 30 jours. Si l'on en croit les affaires récentes, il est probable qu'il en subira quatre ou cinq autres avant d'être libéré.

"Je suis ici pour refuser de participer à un génocide et pour envoyer un message à tous ceux qui veulent bien l'entendre : tant que le génocide se poursuivra, nous ne pourrons pas vivre en paix et en sécurité", a déclaré M. Peleg avant d'entrer en prison.

Élevé dans une famille sioniste libérale dans la ville de classe moyenne de Kfar Saba, Peleg a décrit sa décision de refus comme étant récente. "Nous n'avons jamais parlé de refus [à la maison]. Nous parlions beaucoup de Bibi [Netanyahou] et un peu de l'occupation", a-t-il déclaré lors d'une interview commune avec Gerstmann avant leur emprisonnement.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/448a4048-41176.jpg>]

Ayana Gerstmann et Yuval Peleg, tous deux âgés de 18 ans, le jour de leur emprisonnement pour avoir refusé de s'enrôler dans l'armée israélienne, devant la base d'incorporation de Tel Hashomer, près de Tel Aviv, le 31 juillet 2025. (Oren Ziv)

Pour Peleg, l'exposition à des médias en ligne non israéliens dans les premiers jours de la guerre a été un tournant. "Cela m'a donné une perspective que je n'avais pas en grandissant", dit-il. "À un moment donné, je me suis rendu compte que l'armée israélienne n'était pas l'armée morale, protectrice et bonne que je croyais.

Au fur et à mesure que la guerre progressait et que l'ampleur de l'assaut israélien sur Gaza devenait plus claire, "la décision de ne pas s'enrôler est devenue relativement facile à prendre", a-t-il déclaré. Le refus lui a également donné l'occasion d'exprimer son désaccord. "Il n'y a pratiquement aucun endroit dans ce pays où l'on peut dire ce genre de choses.

Pour M. Gerstmann, qui a grandi à Ramat Gan, dans la banlieue de Tel-Aviv, la décision de refuser a été prise il y a

plusieurs années. "En cinquième année, on nous a demandé d'écrire sur des lieux de Jérusalem pour la Journée de Jérusalem. C'était censé susciter des sentiments patriotiques, mais pour moi, cela a eu l'effet inverse", se souvient-elle.

Bien que l'occupation soit souvent évoquée à la maison, elle n'y avait jamais vraiment été confrontée jusqu'à ce moment-là. "Ma mère m'a suggéré de consulter le site Internet de B'Tselem et de lire des articles sur Jérusalem-Est pour le projet scolaire", explique-t-elle à +972. "C'est la première fois que j'ai vu ce qui se passait là-bas. J'ai été choquée.

Dans le système éducatif israélien, ajoute-t-elle, "on ne parle toujours de Jérusalem-Est que dans le contexte de l'"unification" de la ville et on fait l'éloge de la guerre de 1967 [au cours de laquelle elle a été capturée]. Soudain, j'ai pris conscience de l'ampleur de l'injustice et de la souffrance que cela impliquait".

À l'âge de 16 ans, elle a pris la décision de ne pas s'engager dans l'armée. "J'ai dit à un ami que je voulais obtenir une exemption pour raisons de santé mentale parce que je m'opposais à l'occupation", raconte-t-elle. Son ami l'a mise au défi : "Si ce sont tes convictions, pourquoi ne les défends-tu pas et ne les dis-tu pas ? Pourquoi as-tu besoin de te cacher derrière des mensonges ?" "C'est à ce moment-là que j'ai eu un déclic", se souvient-elle. "J'ai compris qu'elle avait raison et que je devais crier mon refus clairement et publiquement.

Comme Roseman et Peleg, Mme Gerstmann a estimé que les arguments en faveur du refus sont devenus indéniables lorsque la guerre à Gaza a éclaté et que l'assaut d'Israël contre le peuple palestinien s'est intensifié. "Il est devenu beaucoup plus clair que le refus est la bonne chose à faire, qu'il ne faut pas coopérer avec ce que l'armée fait à Gaza", a-t-elle déclaré.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH266/f250905alh09-97a05.jpg>]

De la fumée s'élève de la tour Mushtaha, à l'ouest de la ville de Gaza, après qu'elle ait été touchée par une frappe aérienne israélienne, le 5 septembre 2025. (Ali Hassan/Flash90)

Gerstmann et Peleg espèrent que leur refus envoie un message à tous les soldats envoyés à Gaza : il y a un choix à faire. "Pendant des années, nous avons été conditionnés à penser qu'il fallait s'enrôler, qu'il était impossible de remettre cela en question. Mais ce que nous voyons aujourd'hui à Gaza est la ligne rouge qui prouve qu'il y a absolument un choix à faire.

"Nous avons atteint un niveau de violence et de destruction que nous n'avons jamais connu dans l'histoire de ce pays", a déclaré M. Peleg. "Israël ne redeviendra jamais ce qu'il était le 6 octobre 2023. Il est clair que nous sommes au cœur d'un génocide en cours. Face à cela, nous refusons".

Pour M. Peleg, il est important de souligner que la campagne d'anéantissement menée par Israël à Gaza n'est pas sortie de nulle part. "Nous ne sommes pas arrivés ici par accident", a-t-il expliqué. "Israël a toujours véhiculé des éléments d'occupation, de fascisme et de racisme à l'égard des Palestiniens - évidemment depuis 1967, mais aussi depuis la Nakba. Il n'est pas surprenant que nous en soyons arrivés à une situation de génocide à l'encontre des Palestiniens".

Même si l'opinion publique israélienne a fortement évolué vers la droite, Mme Gerstmann espère toujours toucher ses pairs. J'entends la phrase "Il n'y a pas d'innocents à Gaza" se normaliser. C'est très inquiétant, mais mon refus est en fait un refus du désespoir", a-t-elle déclaré. "J'espère que cela leur ouvrira les yeux et leur permettra de réfléchir et de comprendre ce que l'armée fait en leur nom.

Tous deux ont reconnu la peur de refuser publiquement dans une société qui assimile cet acte à une trahison. "Bien

sûr, c'est effrayant, mais cela ne m'a pas découragé", a déclaré M. Gerstmann. "Au contraire, ce que nous voyons depuis le début de cette guerre m'a fait comprendre que je devais absolument refuser.

<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/2g5a2658-16468.jpg>

Ayana Gerstmann et Yuval Peleg, tous deux âgés de 18 ans, le jour de leur emprisonnement pour leur refus de s'enrôler dans l'armée israélienne, le 31 juillet 2025. (Oren Ziv)

Je ne peux plus faire partie de tout cela".

Deux autres objecteurs de conscience emprisonnés le mois dernier, qui ont parlé à +972, ont choisi de rester anonymes pour des raisons personnelles et familiales.

R., un jeune homme de 18 ans de la ville de Holon, a été condamné à 30 jours de prison. "J'avais décidé de refuser avant le 7 octobre, mais après avoir vu les destructions à Gaza, j'ai compris que je ne pouvais pas continuer à hésiter", a-t-il déclaré. "Après cela, il était tout simplement hors de question pour moi de m'enrôler.

Le message qu'il adresse aux autres jeunes est sans détour : "Refusez, c'est tout. Dans le climat actuel, à la lumière de ce que nous voyons à Gaza, il faut résister".

Un autre refus, B., a suivi un chemin plus inhabituel. Âgé de 19 ans, il s'était enrôlé dans l'administration civile - l'organe militaire qui gouverne les Palestiniens en Cisjordanie - mais il a décidé de refuser après huit mois de service et a été condamné à 45 jours de prison.

"Avant de m'engager, j'étais allé en Cisjordanie, j'avais rencontré des gens et je comprenais la situation là-bas", se souvient B.. "Même à l'époque, c'était difficile pour moi, je ne voulais vraiment pas m'engager. [Mais ensuite, j'ai parlé à certaines personnes et elles m'ont convaincu de m'engager malgré tout.

Ce qu'il a vu sur la base a finalement renforcé sa décision de refuser. "À l'entraînement et sur le terrain, j'ai vu beaucoup de choses et je me suis dit que je ne pouvais plus faire partie de tout ça. J'ai surtout vu les autres soldats - comment ils parlaient, comment ils se comportaient - des gens animés par un racisme extrême".

La brutalité, dit-il, était omniprésente. "J'ai vu des Palestiniens se faire battre sans raison. Ils les attachent, les laissent menottés au soleil pendant 24 heures, face contre terre, à genoux, sans eau ni nourriture. Des soldats passaient à côté d'eux et leur donnaient des coups de pied. J'ai été choqué".

[https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/main_image57214_c3tq90s7lk-2-1d7b5.jpg]

Des résidents palestiniens sont détenus sur leur terrain privé par des soldats israéliens, dans le village de Qawawis, à Masafer Yatta, le 19 avril 2025. (Omri Eran Vardi/Activestills)

"Le deuxième jour, j'ai vu un détenu et je lui ai demandé ce qu'il avait fait. Ils ont dit qu'il n'avait pas obéi à la force'. Puis j'en ai vu un autre qui recevait des coups de pied. Ils ont dit : "Il le mérite". Les cas de ce genre ne manquaient pas".

Un incident le hante encore. Un soldat a parlé hébreu à un Palestinien et lorsque celui-ci a répondu en arabe, le soldat lui a frappé la tête contre un mur et lui a dit : "Vous êtes en Israël, parlez hébreu". Je lui ai dit : "Il ne comprend pas". On voit des violences de ce genre tout le temps".